

Malaisie : la renaissance de l'activisme social

Ooi Kee Beng¹

Un vent de contestation souffle sur la Malaisie. Des formes d'expression publique d'unité, transcendant les lignes de fractures ethniques et religieuses traditionnelles, ont émergé pour dénoncer la mauvaise gouvernance établie dans le pays. Ni les réformes engagées, ni la répression policière n'ont réussi à faire taire les oppositions, irritées par les politiques conservatrices, communautaristes et corrompues du parti dominant au pouvoir.

En Malaisie, la résistance au pouvoir central s'est souvent opérée le long de lignes de fractures ethniques et religieuses. Une société profondément multiculturelle et un compromis conservateur, établi entre des colons britanniques sur le départ et une élite censée représenter les différents groupes ethniques, en sont les causes. Le communisme, le « communalisme » et les menaces extérieures posées notamment par l'Indonésie ont été les préoccupations séculaires majeures lorsque la Malaisie a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne en 1957. En 1965, une fois l'orage passé, la Fédération, composée alors de treize États – dont neuf gouvernés par des familles royales – a adopté la forme politique d'une démocratie parlementaire.

Géographiquement, le pays est divisé en deux parties par l'extrémité sud de la mer de Chine méridionale ou, dit autrement, cet ensemble complexe est composé de toutes les parties de

1. Directeur adjoint de l'Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS), éditeur de Penang Monthly, professeur (Hong Kong City University, National University of Singapore) et auteur de plusieurs ouvrages sur la Malaisie.

l'Asie du Sud-Est archipélagique autrefois sous domination britannique, à l'exception de Brunei, qui a choisi de rester à l'écart, et de Singapour, dont l'inclusion en 1963-1965 s'est soldée par un échec. Cette complexité d'origine est la principale raison pour laquelle les droits ethniques et les droits de la citoyenneté se sont retrouvés au centre des préoccupations d'une société civile naissante.

L'un des plus puissants mouvements du pays, le *Dongjiao-zong* – l'Association des comités scolaires et les associations d'enseignants des écoles chinoises de Malaisie –, a ainsi pris forme dès le début des années 1950 et a milité pour que l'enseignement soit dispensé aux enfants dans leur langue maternelle. En 1969, lorsque le parlement a adopté la loi relative à la langue nationale, le malais est toutefois devenu l'unique langue nationale, ce qui a engendré un profond malaise chez les non-Malais.

Le 13 mai de la même année, de nombreux affrontements interethniques ont éclaté à la suite de la débâcle électorale du gouvernement fédéral et du transfert annoncé du sultanat de Selangor aux mains de non-Malais. Ces événements ont pesé sur les orientations politiques futures : un arsenal législatif fut établi pour encadrer les discussions sur les droits ethniques et les autres questions sensibles ; le Premier ministre Tunku Abdul Rahman prit sa retraite ; à l'Alliance – composée de trois partis à l'image des trois principaux groupes ethniques du pays – succéda le Barisan Nasional (BN) avec l'UMNO (United Malay National Organisation) à sa tête ; les élections locales furent définitivement interdites et enfin, un puissant programme de discrimination positive en faveur de la majorité malaise fut instauré.

Officiellement, la « nouvelle politique économique » (NEP) avait pour finalité de lutter contre la pauvreté et contre les déséquilibres économiques historiques entre les différents groupes ethniques. Prévus pour une durée de vingt ans, elle aspirait à un équilibre entre, d'un côté, une volonté de la gauche de réduire le fossé entre riches et pauvres et, de l'autre côté, une obsession conservatrice à protéger les droits des Malais. Elle tentait en effet de donner corps à la notion de « position spéciale des Malais » (*Malay Special Position*) qui dominait alors les débats relatifs à la Constitution.

Le discours de classe de la NEP a rapidement été supplanté par un discours de race auquel vint se greffer une terminologie islamique, en particulier sous le Premier ministre Mahathir Mohamad (1981-2003). Cette évolution a contribué à créer une citoyenneté

à deux vitesses qui accentua les divisions ethniques et accéléra la fuite des cerveaux non malais hors du pays. Les ONG ont à leur tour axé leurs activités sur des préoccupations culturelles et la question ethnique fut attisée et rendue centrale. En 1984 par exemple, le Conseil consultatif du bouddhisme, du christianisme, de l'hindouisme et du sikhisme se constitua dans le seul but de réagir à la politique d'islamisation, mise en œuvre par Mahathir.

Après 1990, la nouvelle politique économique s'est poursuivie, mais afin de faire taire l'opposition croissante, Mahathir a introduit dans l'équation des concepts plus tolérants, comme *Bangsa Malaysia* (la nationalité malaisienne) et Vision 2020 (programme que s'est donné la Malaisie pour devenir une nation moderne, industrialisée et harmonieuse en trente ans). Entre 1990 et 1998, le développementalisme et le malais-centrisme sont devenus les deux piliers entrelacés sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour édifier la nation. La formidable croissance économique enregistrée par la Malaisie et le reste de la région durant cette période a fait chuter les tensions interethniques à leur plus bas niveau.

Un printemps avant l'heure

L'Asie du Sud-Est aurait-elle connu « son printemps » en 1998 ? Tandis qu'en Indonésie, Suharto, l'homme fort, était détrôné, une bataille éclatait en Malaisie entre Mahathir et son héritier politique, Anwar Ibrahim, à la fois vice-Premier ministre et ministre des finances, chargé de gérer la crise économique qui sévissait dans la région. En limogeant Anwar le 1^{er} septembre 1998, Mahathir a déclenché sans le vouloir un mouvement de résistance très influent, le Reformasi Movement, qui était opposé à son maintien au pouvoir, à la corruption des élites et à la suprématie de l'UMNO et de ses alliés.

Refusant de s'effacer, Anwar a parcouru le pays à la recherche de soutien pour s'opposer à Mahathir. Cette désobéissance lui coûta un procès public pour sodomie qui jeta l'opprobre sur le système judiciaire malaisien. En dépit de l'emprisonnement d'Anwar, condamné à six ans de prison pour abus de pouvoir (sa condamnation pour sodomie fut annulée en 2004), le mouvement d'opposition à Mahathir ne cessa de croître. Ce mouvement a inspiré dans une large mesure la vague de contestation qui secoue aujourd'hui la Malaisie. Une grande partie des jeunes activistes et des opposants politiques situent ainsi leur éveil politique lors des manifestations de

1998. C'est probablement ce précédent qui a également popularisé la stratégie des rassemblements de masse, tenus au cours des cinq dernières années.

Le pouvoir durable et puissant, dont l'UMNO et le BN ont joui pendant de nombreuses années, a forgé un état d'esprit chez les membres de l'opposition qui se voyaient comme des « champions de la résistance acharnée ». Ceci permet d'expliquer certaines stratégies adoptées par des leaders d'opposition, comme Lim Kit Siang, au cours des dernières années et nous éclaire sur les relations qu'ont pu entretenir l'opposition politique et la société civile, ainsi que sur leur comportement respectif. La frontière entre les partis de l'opposition (en particulier ceux qui se disaient favorables au multiculturalisme et à la laïcité) et les organisations civiles n'a jamais été clairement tracée.

L'espace public, dans l'atmosphère ethniquement polarisée de la Malaisie, a souvent été le théâtre de conflits par procuration, en particulier depuis que se forment, dans le sillage d'un pouvoir central affaibli, de nombreuses petites organisations non gouvernementales ouvertement dirigées par des membres importants des partis au pouvoir. Schématiquement, il peut être perçu comme un domaine dans lequel s'imisce le gouvernement, et dans lequel, l'opposition politique, compte tenu de la faiblesse de sa position avant 2008, travaille étroitement avec les activistes sociaux.

Depuis 1998 et l'expansion de cet espace, des préoccupations telles que la protection sociale, la justice et la bonne gouvernance ont été portées sur le devant de la scène. Ce qui est inédit dans la résistance actuelle au pouvoir en Malaisie, c'est le soutien massif apporté à des questions qui dépassent les considérations ethniques. Non seulement les manifestants sont issus de tous les milieux et de tous les âges, mais leurs revendications ont majoritairement trait à la gouvernance, et notamment à la tenue d'élections libres et justes.

Les facteurs sociologiques à l'œuvre derrière ces changements sont multiples : la jeunesse de la société malaisienne, l'urbanisation continue de la population (en particulier les Malais), le niveau d'éducation plus élevé des jeunes (à nouveau particulièrement conséquent pour les Malais) et l'énorme impact d'internet et des réseaux sociaux sur les débats publics. Une multitude de blogs et de portails d'actualité en ligne, ainsi que de nombreux groupes de réflexion et d'instituts de recherche actifs dans tout le pays sont apparus au cours de la dernière décennie, devenant ainsi des sources

d'informations alternatives et des lieux de débats, notamment avec des intellectuels étrangers, comme le philosophe musulman, Tariq Ramadan, professeur à l'Université d'Oxford.

L'émergence de Bersih

Le développement soudain de l'activisme a toutefois compliqué la relation entre les partis d'opposition et les membres des ONG. Cela s'est reflété dans l'évolution de Bersih, le mouvement de lutte pour une réforme électorale. L'appel pour une réforme électorale embrasé la jeunesse, et ce, principalement parce que cette question ne pouvait que difficilement être appréhendée sous l'angle de l'appartenance ethnique, au contraire de sujets tels que l'enseignement, la religion, la langue, etc.

Lorsque le Premier ministre, Abdullah Badawi, successeur de Mahathir, remporta une victoire écrasante aux élections générales de 2004, le découragement s'est immiscé dans les rangs de l'opposition. Ce n'est qu'en juillet 2005, que le Parti d'action démocratique (PAD), le parti islamique Se-Malaysia (PAS) et le parti Keadilan Rakyat ont mis de côté leurs différences et se sont réunis clandestinement à Port Klang, en dehors de Kuala Lumpur, pour élaborer une stratégie. Ils y ont décidé de constituer avec certaines ONG un front uni autour de l'enjeu de la réforme électorale : la Coalition pour des élections justes et libres (*Bersih* signifie « propre » en malais). Cet accord est survenu au moment où le BN, encore exalté par sa victoire un an plus tôt, prenait clairement un tournant à droite, adoptant un discours au ton hautain et pro-Malais.

Deux ans plus tard, à la mi-2007, juste avant le 50^e anniversaire de l'indépendance, plusieurs manifestations se sont succédé. Certaines, relativement petites, se sont tenues en faveur d'une législation relative au salaire minimum. Mais le 26 septembre de la même année, 2000 avocats et leurs partisans ont exprimé leur profonde inquiétude sur la corruption de la magistrature, lors de la Marche de la justice. Six semaines plus tard, le 10 novembre, 50 000 personnes habillées majoritairement de jaune – la couleur royale – sont descendues dans les rues de Kuala Lumpur pour demander solennellement au roi (dont les fonctions sont normalement protocolaires) de soutenir des réformes électorales. Cette première marche de Bersih, comme toutes celles qui ont suivi, fut accueillie par un déploiement de forces policières. Or, cette marche avait pourtant frappé les esprits en raison de son organisation rigoureuse

et du rôle central joué par les partis d'opposition, en particulier le PAS.

Parallèlement à cet événement, Hindraf, la Force d'action pour les droits des hindous a émergé. Ce mouvement a été créé par un groupe d'avocats indiens pour protester contre les mauvais traitements infligés aux Malaisiens d'origine hindoue. Deux semaines après la manifestation de Bersih, l'Hindraf organisa à son tour une gigantesque manifestation à Kuala Lumpur, et ce, malgré les tentatives de la police de l'en empêcher, en interdisant notamment l'entrée dans la ville des Malaisiens indiens et en arrêtant trois de ses dirigeants au cours de la semaine précédant la manifestation.

Cinq mois plus tard, l'engagement politique au cours de ces manifestations s'est traduit par un revers du gouvernement aux élections générales du 8 mars 2008. Ce dernier perdit sa majorité des deux tiers au parlement, ainsi que le contrôle de cinq États (dont un fut toutefois récupéré suite à des défections dans l'opposition). Une nouvelle ère se levait en Malaisie, tandis qu'apparaissait un système bipartite.

La position du gouvernement fédéral d'Abdullah Badawi est devenue rapidement intenable et il fut finalement remplacé le 1^{er} avril 2009 par son adjoint : Najib Abdul Razak. Depuis 2008, les responsables ont dû prendre en compte le poids croissant de l'opposition dans l'élaboration des politiques et être à l'écoute des critiques du public. Le nouveau gouvernement a donc été contraint de présenter un flot continu de réformes pour apaiser les mécontentements et inverser la tendance de sorties des investissements de capitaux.

Certaines de ces actions ont été substantielles, notamment l'abrogation de la loi controversée sur la sécurité intérieure, d'autres, plus humbles : par exemple, en juin 2012, le gouvernement a rendu public pour la première fois son étude quinquennale sur les revenus des ménages et sur les biens de première nécessité, le *Household Income and Basic Amenities Survey Report 2009*. La revendication générale du droit à plus d'informations sur les affaires du gouvernement, encouragée par l'apparition soudaine d'un système à deux partis, a eu un impact indéniable.

Cependant, le gouvernement Najib a continué d'être éclaboussé par les scandales et a été secoué par une crise de crédibilité profonde et durable. Le gouvernement devait formuler des réformes, tout en demeurant conservateur et malais-centriste. En soufflant le

chaud et le froid, le gouvernement n'est pas parvenu pas à regagner du terrain, malgré l'annonce de plusieurs programmes de réformes.

La deuxième manifestation de Bersih s'est tenue le 9 juillet 2011, avant les élections, afin d'obliger le gouvernement à entreprendre une réforme dans cette perspective. Cette manifestation était différente de la première. En effet, les partis d'opposition ont consenti à renoncer à leur rôle central et ont confié les rênes du mouvement aux dirigeants des ONG. Ambiga Sreenevasan, l'ancienne présidente du barreau malaisien, organisatrice de la Marche pour la justice de septembre 2007, a accepté de diriger le comité directeur de Bersih 2.0, composé d'activistes de la société civile, à la condition que les partis gardent leurs distances.

Cette différence fondamentale s'est traduite par un nombre accru de participants. Plus important encore, toutes les ethnies, toutes les catégories de classe, de sexe et d'âge ont été représentées. Cette tendance s'est encore accentuée lors de Bersih 3.0, le 28 avril 2012, auquel auraient participé 100 000 personnes.

Un besoin de s'investir

En Malaisie, la réticence à participer à des rassemblements politiques, autrefois si commune et répandue, s'est effacée, au profit d'un désir de prendre part aux expressions publiques d'unité, transcendant les lignes de fractures, notamment raciales. Les préoccupations ethniques et religieuses ont alors été éclipsées par les enjeux de gouvernance et la faiblesse de l'économie nationale. Ce changement a notamment découlé de l'ouverture de l'espace public par les nouveaux médias et de l'enthousiasme avec lequel les jeunes élites malaisiennes de toute origine ethnique les ont mis à profit.

À dire vrai, les initiatives prises par le gouvernement témoignent d'une prise en compte de ces évolutions. Les principales d'entre elles sont : la tentative de créer une unité sociale malaisienne par le biais de son slogan surexploité « Malaisie 1 », le Programme de transformation du gouvernement (GTP) et le Programme de transformation économique. En dernière analyse et en dépit des efforts réalisés, l'incapacité de Najib à brider les éléments malais-centristes au sein de son propre parti, ainsi que les nombreuses incohérences entre ses actions et son discours, ont miné sa réputation de Premier ministre réformateur.

Au cours des cinq dernières années, la Malaisie a connu de profonds changements et la réforme électorale a été le thème central pour réunir les acteurs progressistes. Aucun retour en arrière ne semble possible, car le changement est mû par de puissants facteurs externes, tels que la régionalisation de l'économie, des emplois, de l'éducation et du capital.

À bien des égards, la question centrale est celle de la gouvernance. Le résultat des prochaines élections et l'équilibre à trouver entre craintes et espoirs seront décisifs et détermineront la capacité de la Malaisie à rivaliser avec ses voisins. Les aspirations sont grandes, notamment de la part des mouvements sociaux, d'aboutir à un système de gouvernance plus libre et plus juste. Reste à espérer que les politiciens qui prendront la tête de ces mouvements seront des dirigeants d'envergure, visionnaires et crédibles.

Traduction de l'anglais : Nicolas Thommes